



Programme : Espoir pour les Femmes

Projet : Assurer l'espoir pour les femmes dans le Programme de développement pour l'après 2015

Pays : Mali, RDC, Togo

Date : Octobre 2013 – Septembre 2014

Partenaires: Collectif des Femmes du Mali (COFEM) et Réseau Genre et Droits de la Femme (GEDROFE, RDC)

NOTE CONCEPTUELLE

HISTORIQUE

Le Réseau des Organisations Féminines d'Afrique Francophone (ROFAF) est une organisation internationale non gouvernementale apolitique et à but non lucratif créé le 28 juillet 2006 et dont la mission est de mobiliser les ressources financières pour faire avancer les droits des femmes en Afrique francophone. Les objectifs du ROFAF sont de:

- Appuyer financièrement la mise en œuvre des initiatives de ses organisations membres ;
- Renforcer les capacités institutionnelles de ses organisations membres ;
- Œuvrer au respect des droits des femmes en Afrique francophone.

Le secrétariat du ROFAF est basé à Lomé mais l'organisation mène des activités dans plusieurs pays d'Afrique francophone en collaboration avec ses organisations membres basées dans ces pays. Ces activités incluent des sessions nationales de formation/renforcement des capacités, la publication et la réallocation de subventions pour des micro-projets.

I/ CONTEXTE

En 2015, les Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) arriveront à expiration. Le Système des Nations Unies (NU) - les agences spécialisées, les programmes et fonds des Nations Unies dirigés par le Secrétaire Général Ban Ki-moon - a entrepris depuis quelques années des démarches pour définir le cadre de développement global qui les remplacera.

Afin de définir une feuille de route pour l'élaboration du nouveau programme de développement pour l'après 2015, plusieurs processus ont été mis en place dont certains sont arrivés à terme et d'autres sont actuellement en cours nommément :



- a. **Une Équipe spéciale du système des Nations Unies** : mise en place par le Secrétaire Général, Ban Ki-moon et chargée de coordonner les préparatifs pour l'après-2015, l'Equipe a réuni les efforts de plus de 60 agences des NU et des organisations internationales notamment la Banque Mondiale et le Fonds Monétaire International. L'Equipe a concentré ses travaux analytiques sur le partenariat Mondial pour le développement et a soumis un premier rapport en mai 2012 au Secrétaire Général sur « Réaliser l'avenir que nous voulons pour Tous » où il décrit une vision pour le Programme pour l'après 2015 et un second rapport en Mars 2013 titré « Un Partenariat Mondial pour le Développement renouvelé » dont s'est inspiré le Groupe de Haut Niveau dans ses travaux.
- b. **Un Groupe de personnalités de Haut Niveau** : Mis en place le 31 juillet 2012, il est composé de 27 membres incluant des représentants de la société civile, des universités, du secteur privé et du secteur public et co-présidé par le Président de l'Indonésie, M. Yudoyono, la Présidente du Libéria, Mme Johnson Sirleaf, et le Premier ministre du Royaume-Uni, M. Cameron. Ce Groupe d'experts étaient chargé de réfléchir aux nouveaux défis du développement, tout en s'appuyant sur l'expérience acquise dans la réalisation des OMD pour fournir des directives et formuler des recommandations sur le programme pour l'après 2015. Le Groupe a soumis ses recommandations sur la façon de parvenir à un accord sur le Programme pour l'après 2015 dans un **Rapport** remis au Secrétaire général le 31 mai 2013.
- c. **My WORLD - L'Enquete mondiale des Nations Unies** : MY World est une enquête optionnelle mondiale pour tous les citoyens, conduite par les Nations Unies et leurs partenaires (Le Programme des Nations Unies pour le développement, la Campagne du Millénaire des Nations Unies, l'Overseas Development Institute et la World Wide Web Foundation). Elle a pour but de recenser la voix des populations, leurs priorités et leurs opinions, afin que les dirigeants du monde entier puissent en être informés lors de la définition du prochain agenda mondial pour le développement. Par des méthodes créatives en ligne et hors-ligne, MY World demande à des individus de choisir six sujets parmi seize, qui auront d'après eux le plus d'impact dans leur vie. Ces seize sujets émanent des priorités exprimées par les populations démunies dans le cadre de recherches et de sondages, et ils recourent les objectifs du Millénaire pour le développement ainsi que des questions relatives à la durabilité écologique, la sécurité, la gouvernance et la transparence. L'enquête est ouverte à partir de décembre 2012 jusqu'en 2015, afin d'impliquer le plus grand nombre de personnes dans le plus de pays possibles afin qu'ils participent à MY World: des citoyens de tout âge, sexe et origine, et plus particulièrement les communautés les plus pauvres et les plus marginalisées de la planète. Les résultats ont d'abord été communiqués au Groupe des Personnalités de Haut Niveau avant leurs réunions de Monrovia, Bali et New York et ont été inclus dans son rapport final et ses recommandations pour un nouveau cadre de développement publié en mai 2013. MY World continue de recueillir les propos des citoyens jusqu'en 2015, et les résultats seront communiqués au Secrétaire général et aux dirigeants du monde entier lorsqu'ils prépareront le prochain agenda pour le développement d'ici à 2015. MY World est une initiative qui complète d'autres initiatives faisant entendre les voix des citoyens dans le débat sur l'après 2015, comme le projet « Participe », mis en œuvre par l'IDS (Institute for Development Studies) et la coalition d'organismes de la société civile Beyond 2015, qui fait des recherches qualitatives approfondies sur les



priorités des citoyens, et un grand nombre de consultations nationales et thématiques organisées par les Nations Unies à travers le monde. MY World complète ces initiatives et consultations en fournissant des données quantitatives sur les priorités et les revendications des citoyens.

- d. **Des Consultations Thématiques Mondiales:** Démarrées en juillet 2012 sur la Plateforme en ligne « 2015 : le monde que nous voulons », l'objectif des consultations thématiques était d'organiser des réunions formelles et informelles avec différents acteurs autour des défis actuels et émergents. Onze consultations ont été organisées par le Groupe des Nations Unies pour le Développement sur les thèmes suivants :
1. Sécurité alimentaire et nutrition
 2. Croissance et l'emploi
 3. Gouvernance
 4. Durabilité de l'environnement
 5. Éducation
 6. Santé
 7. Eau
 8. Dynamique de la population
 9. Energie
 10. Inégalités
 11. Conflit et de fragilité
- e. **Des Consultations Régionales** ont été menées par des institutions régionales afin de formuler des positions régionales sur le programme de développement pour l'après 2015. L'Union Africaine a à cet effet mandaté la Commission de l'Union Africaine, la Commission Economique des Nations Unies pour l'Afrique, la Banque Africaine de Développement et le Bureau Régional du PNUD pour l'Afrique d'élaborer une Position Africaine sur le Programme de Développement pour l'après 2015. Cette Position commune africaine a été le résultat de multiples consultations sous-régionales et régionales avec les planificateurs africains (nationaux et régionaux), les OSC, les universitaires, le secteur privé et d'autres parties prenantes.
- f. **Des Consultations Nationales:** Au total 88 consultations nationales ont été organisées par le Groupe de Développement des Nations Unies et sous la direction des Coordonnateurs résidents des Nations Unies. Ces forums qui se sont aussi déroulés sur la Plateforme en ligne « 2015 : le monde que nous voulons », ont permis d'échanger des idées pour une vision partagée du « Monde que Nous Voulons », dans un processus ouvert adapté aux contextes des pays avec un large éventail de parties prenantes, notamment les gouvernements, la société civile, le secteur privé, les médias, les universités et les groupes de réflexion soit plus de 5 000 groupes. Un échantillon de ces forums en ligne est posté sur <http://www.worldwewant2015.org/sitemap#national>
- g. **Un processus post Rio+20 mené par les gouvernements** et incluant un Groupe Ouvert sur les Objectifs de Développement Durables (ODD) qui a été mis en place après la conférence des Nations Unies sur le Développement Durable (Rio+20, 20 - 22 juin 2012)



Le 31 mai 2013, le Groupe de Personnalités de Haut Niveau (GPHN) a soumis ses recommandations relatives au Programme pour l'après 2015 au Secrétaire Général des Nations Unies à travers un rapport intitulé « [Pour un nouveau partenariat mondial : vers l'éradication de la pauvreté et la transformation des économies par le biais du développement durable](#) » avec 2030 comme date butoir pour éradiquer l'extrême pauvreté de la face de la terre et réaliser la promesse du développement durable.

Selon Ellen Johnson Sirleaf, Présidente du Liberia, le rapport est la résultante de neuf mois de consultation intense à l'échelle mondiale et inclut les points de vue des gouvernements, de la société civile, des universitaires et du secteur privé.

Le rapport final propose un programme universel pour l'après 2015 basé sur cinq grandes réorientations transformatrices :

1. Ne laisser personne de côté
2. Placer le développement durable au cœur des débats
3. Transformer les économies pour créer des emplois et favoriser un mode de croissance inclusif
4. Construire la paix et créer des institutions efficaces, transparentes et responsables pour tous
5. Créer un nouveau partenariat mondial.

Le Groupe pense que ces cinq réorientations fondamentales considérées dans leur ensemble, peuvent supprimer les barrières qui maintiennent certaines personnes à l'écart et mettre fin au fléau de l'inégalité des chances, si répandu sur notre planète. Elles peuvent, en fin de compte, regrouper les questions sociales, économiques et environnementales de manière logique, efficace, et durable. Il espère par-dessus tout qu'elles pourront insuffler à une nouvelle génération l'espoir qu'un monde meilleur est à sa portée et l'encourager à agir en conséquence.

Afin de parvenir à un monde qui, à l'horizon 2030, sera plus juste, plus prospère, plus pacifique et plus équitable et où le développement est durable, le rapport propose 12 objectifs et indicateurs.

La publication du rapport a suscité de nombreuses réactions de la part des organisations de la société civile et des droits de femmes qui ont publié des documents de position par rapport aux propositions émises par le Groupe.

Les OSC et les organisations des droits des femmes dans leur ensemble considèrent le rapport du GPHN comme une importante première étape du processus d'élaboration du programme de développement pour l'après 2015 sur laquelle il faut continuer de travailler pour parvenir à un programme meilleur susceptible de provoquer des changements positifs pour l'avènement du Monde que Nous Voulons et dont Nous Avons Besoin.

Si ces différents processus mis en place par l'ONU offrent aux organisations des droits des femmes et de la justice sociale, des opportunités de plaider pour contribuer à l'élaboration d'un cadre de développement qui peut transformer les vies des femmes et des populations marginalisées, il est regrettable de souligner que très peu d'organisations francophones de la



société civile et des droits des femmes se sont mobilisées dans les processus jusqu'à l'heure actuelle.

C'est pourquoi le ROFAF en tant que réseau régional des droits des femmes saisit ainsi une unique opportunité de contribuer à ce processus inclusif et de mobiliser ses organisations membres et partenaires à faire de même. Car nous demeurons convaincues que les militantes et organisations des droits des femmes ont un rôle crucial à jouer en vue de s'assurer que les droits des femmes et l'égalité des sexes sont bien formulés dans le nouvel agenda et qu'aucune régression ne sera enregistrée par rapport aux normes internationales relatives aux droits humains déjà adoptées et aux engagements actuels en faveur des droits des femmes, de la paix et de la sécurité.

Nous espérons que les différentes activités qui seront menées dans le cadre de ce projet fourniront aux militantes et organisations des droits des femmes africaines francophones les informations nécessaires et la possibilité de s'engager dans les processus pour l'après 2015, à différents niveaux et dans les différents espaces où ces discussions ont lieu.

II/ BUT ET OBJECTIFS DU PROJET

Objectif à long terme :

- Favoriser la contribution du ROFAF et de ses organisations membres aux débats et processus actuellement en cours qui façonneront les stratégies de développement pour l'après 2015, y compris le plaidoyer pour un cadre de développement qui intègre l'ensemble des droits humains des femmes, s'attaque aux facteurs historiques et structurels qui perpétuent les crises, les inégalités et les violations des droits humains et souligne l'importance et la centralité de l'égalité des sexes et de la paix et la sécurité pour la réalisation de tous les objectifs de développement.

But :

- Favoriser la participation active des militantes et organisations africaines francophones des droits des femmes et de l'égalité entre les sexes dans les processus d'élaboration du Programme de développement pour l'après 2015 actuellement en cours afin de s'assurer que les droits des femmes, l'égalité des sexes, la paix et de la sécurité sont fermement ancrés dans le nouvel agenda pour l'après 2015

Objectifs spécifiques :

- Contribuer à accroître la connaissance parmi les militant-e-s et organisations des droits des femmes autour des discussions actuellement en cours sur les processus de développement pour l'après 2015
- Contribuer à accroître l'engagement des militant-e-s et organisations africaines francophones des droits des femmes dans les processus de développement pour l'après 2015



III/ CIBLES ET RESULTATS ATTENDUS

Groupes cibles : 150 militant-e-s et organisations de femmes au Togo, Mali et en RDC (50 par pays) travaillant dans divers secteurs sur les questions liées aux droits des femmes et l'égalité des sexes, y compris la violence à l'égard des femmes et l'accès des femmes au pouvoir.

Impacts attendus des activités pour l'après 2015:

- Information et compréhension accrue des militantes et organisations des droits des femmes d'Afrique francophone sur les discussions actuellement en cours autour des processus d'élaboration du Programme de développement pour l'après 2015 ;
- un engagement accru des militantes et organisations des droits des femmes d'Afrique francophone dans les processus d'élaboration du Programme de développement pour l'après 2015.

IV/ ACTIVITES

Les activités qui seront menées dans le cadre de ce projet incluent :

1. Réalisation d'une étude diagnostic pour tester la connaissance de notre audience sur le processus d'élaboration du Programme de développement pour l'après 2015 (les membres du ROFAF, les abonné-e-s à sa liste de diffusion, les visiteurs de rofaf.org, et les organisations partenaires) ;
2. Organisation de 3 séminaires sur le processus d'élaboration du Programme de développement pour l'après 2015 à l'intention des militantes et organisations des droits des femmes dans trois (3) pays avec l'appui de nos points focaux nationaux au Mali, en RDC et au Togo ;
3. Mise en place de groupes (cluster) nationaux de plaidoyer pour suivre de près le processus au niveau pays ;
4. Création d'une section spéciale sur rofaf.org consacrée au processus d'élaboration du Programme de développement pour l'après 2015 et mise à jour régulière de la section avec des informations diversifiées et des articles originaux du ROFAF ;
5. Réalisation d'une étude d'évaluation pour évaluer l'impact des activités réalisées sur notre audience.